

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques  
Cité Galliane  
9 avenue Antoine Dufau  
40 000 Mont-De-Marsan

Bayonne, le 01/12/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **LAFAGE Frères SAS**

941 Chemin Allemane  
40 465 Pontonx-Sur-L'adour

Références : UBD40-64/D2025  
Code AIOT : 0005204137

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2025 dans l'établissement LAFAGE Frères SAS implanté Houn Dou Bern 40465 Pontonx-sur-l'Adour. L'inspection a été annoncée le 29/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite de la visite du 25 juillet 2024.

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAFAGE Frères SAS
- Houn Dou Bern 40465 Pontonx-sur-l'Adour
- Code AIOT : 0005204137
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LAFAGE est autorisée à exploiter, par arrêté préfectoral PR/DAGR/2006/n° 440 du 12/07/2006, une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le territoire de la commune de Pontonx-sur-l'Adour, sur une superficie de 155,83 ha. L'autorisation est accordée pour une durée de 30 ans.

La production maximale autorisée de la carrière est de 800 000 tonnes/an. Cette activité d'extraction est associée à l'exploitation d'une installation de traitement (d'une puissance de 1 650 kW) et d'une station de transit de produits minéraux (d'une surface de 69 500 m<sup>2</sup>).

Par arrêté préfectoral complémentaire référencé DCPAT-BDLIT n° 2020-62 du 11/02/2020, le site est autorisé à recevoir annuellement : 140 000 t/an de déchets inertes extérieurs provenant de chantiers de terrassement ou de démolition, dont 50 000 t/an de déchets recyclables. Le reste étant destiné au remblayage de la carrière.

Par transmission du 14/04/2023, l'exploitant signale la remise en état du lac médian Est et la fin des travaux de réaménagement associés. Un procès-verbal de récolement daté du 29/08/2023 est établi à la suite de l'instruction menée et des constatations effectuée sur place le 02/05/2023.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Réponse aux observations de la précédente inspection le cas échéant,
- Suivi et auto-surveillance des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation,
- Plan de gestion des déchets d'exploitation.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 12/07/2006, article 13.2.1	Sans objet
2	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 12/07/2006, article 14.4.1	Sans objet
3	Apport de matériaux inertes extérieurs	Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a engagé les actions nécessaires pour répondre à l'ensemble des points de non-conformités relevés lors de l'inspection en date du 25 juillet 2024.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Sécurité du public

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/07/2006, article 13.2.1
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Limitations de l'excavation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les abords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégralité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
<b>Constats : Conforme</b> La zone de protection de 10 mètres a été réalisée conformément aux prescriptions de l'article 13.2.1 de l'arrêté préfectoral 12/07/2006. Cette bande de 10 mètres est inexploitée, elle se situe entre la limite de la zone d'extraction et le limite du périmètre de l'autorisation ainsi que l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique, conformément à l'article susvisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Surveillance des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/07/2006, article 14.4.1
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Surveillance de la qualité des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> La surveillance des rejets sera réalisée par des prélèvements trimestriels sur les rejets suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>– eaux d'exhaure ;</li><li>– eaux en sortie du fossé Sud vers le milieu naturel.</li></ul> Les analyses sont réalisées par un laboratoire agréé et porteront sur les paramètres suivants : pH, teneur en MES, DCO et hydrocarbures totaux.
<b>Constats : Conforme</b> Comme indiqué par l'exploitant, le rejet d'exhaure n'existe pas pour le moment. Il sera créé lors de la mise en eaux de la zone d'extraction à sec. Afin de réguler la cote du plan d'eau notamment lors des périodes de très hautes eaux, un système d'exhaure sera alors réalisé. La zone d'extraction à sec n'ayant pas encore été remise en eau, il n'y a donc pas de rejet d'exhaure expliquant l'absence d'analyse. Le seul rejet existant est celui du Lac Sud, ce dernier est suivi trimestriellement. Les analyses concernant les 3 premiers trimestres 2025 ont été transmises le jour de l'inspection et les résultats montrent que l'exploitant respecte l'ensemble des valeurs réglementaires. Ces résultats d'analyse sont également bien renseignés par l'exploitant dans GIDAF.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Apport de matériaux inertes extérieurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets inertes extérieurs
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque des apports de matériaux extérieurs (déblais de terrassements, matériaux de démolition...) sont réalisés, ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes, en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé, relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées. Les déchets utilisés, notamment ceux de construction ou de démolition, ne peuvent pas provenir de sites contaminés.</p> <p>Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée du site et lors du déchargement du camion, afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé. Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent. Cette zone peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site, elle fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer.</p> <p>Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transports utilisés, et qui atteste la conformité des déchets à leur destination.</p> <p>Une partie de ces matériaux inertes accueillis sur le site peut être valorisée au niveau de la plateforme de transit de la carrière, afin de développer leur recyclage en tant que matériaux alternatifs. L'apport extérieur en matériaux inertes recyclables est réalisé à un rythme moyen d'environ 50 000 t/an.</p> <p>Afin d'assurer le suivi des apports extérieurs de matériaux inertes, l'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés. Ce registre doit permettre de distinguer la nature et la quantité des produits extérieurs entrant et sortant. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant doit être en mesure de fournir à tout moment le cumul des quantités de produits extérieurs réceptionnés depuis le début de l'année considérée en distinguant les matériaux recyclables des non recyclables, le cumul des quantités de matériaux recyclés et le cumul des quantités de produits extérieurs recyclables stockés sur le site de la carrière.</p>
<p><b>Constats : Conforme</b></p> <p>Concernant le suivi des apports extérieurs de matériaux inertes, l'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés. Ce registre a été présenté le jour de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant a fourni le cumul des quantités de produits extérieurs réceptionnés depuis le début de l'année considérée, en distinguant les matériaux recyclables des non recyclables, le cumul des quantités de matériaux recyclés et le cumul des quantités de produits extérieurs recyclables stockés sur le site de la carrière. À l'heure actuelle, aucun matériau recyclable reçu n'a encore été traité. En effet, ce stock est actuellement d'environ 3 000 tonnes et l'exploitant attend d'en avoir environ 20 000 tonnes pour commencer leur traitement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite